

*Le problème des accès au centre et de la mobilité n'a pas été évoqué car notre intervenante n'a pas pu nous rejoindre, mais la question sera posée tout à l'heure, avec son volet « piétonnisation ».*

*Roger Biriotti a parlé des grands projets de restructuration d'équipements ou de bâtiments symboliques du centre de Paris comme la Samaritaine ou la poste du Louvre, qui contribuent à la recherche d'un meilleur équilibre des fonctions, et cela reste un point à débattre. Il souhaite que, pour l'avenir, les habitants soient associés à la réflexion et puissent mobiliser leur expertise citoyenne.*

*Nous reviendrons sur ces sujets dans la table ronde que j'introduirai tout à l'heure avec nos élus du 4<sup>e</sup>. Mais tout d'abord, je voudrais donner la parole à Jean-Pierre Sueur qui a bien voulu introduire cette séance, puis nous aurons un petit temps de questions.*

*Jean-Pierre Sueur a été député du Loiret, secrétaire d'Etat aux Collectivités territoriales dans les gouvernements d'Edith Cresson et de Pierre Bérégovoy, il a été maire d'Orléans de 1989 à 2001 et ce fut un grand maire. Il a également été président de l'Association des maires des grandes villes de France. Il est sénateur du Loiret depuis 2001, à ce titre, il a été président de la Commission des lois de 2011 à 2014 et reste le vice-président de cette commission, ce qui lui a valu ces derniers mois une exposition médiatique dont il se serait probablement bien passé.*

*Il a beaucoup travaillé et écrit sur la politique de la ville. Il a lancé un grand projet de ville dans le quartier d'Orléans la Source, qu'il habite, et a rénové profondément les quartiers nord-est d'Orléans. Il a réalisé la première ligne de tramway, ainsi que la médiathèque, le Zénith et bien d'autres projets. Il est coauteur avec Roger Karoutchi d'un rapport intitulé « Le phénomène urbain : un atout pour le futur », fait au nom de la Délégation sénatoriale à la prospective. Ce rapport s'inscrit dans le prolongement du rapport « Demain la ville » présenté en 1998 et du rapport qu'il a également réalisé en 2011, intitulé « Villes du futur, futur des villes : quel avenir pour les villes du monde ? ». Ce rapport étudie l'impact des mutations en cours dans les villes et montre combien les villes font preuve d'innovation et de créativité. Il défend l'idée que les métropoles, leur périphérie, le monde rural, les villes petites et moyennes doivent désormais vivre et travailler ensemble plutôt que de se complaire dans des oppositions stériles. C'est dire qu'il est pleinement dans l'actualité. Je lui donne la parole en le remerciant d'avoir accepté d'ouvrir la séance.*

**JEAN-PIERRE SUEUR :** Merci beaucoup d'avoir fait mon historique, ça fait toujours un peu nécrologie, mais on n'en est pas encore là.

Merci à vous tous. Je salue Monsieur le maire qui nous a fait l'amitié d'être avec nous et qui travaille beaucoup sur ces questions. Je salue Marie-Odile Terrenoire, parce que je suis venu grâce à son amitié. Je suis arrivé un peu en retard parce que j'ai dû négocier la traversée d'une manifestation et c'est vrai que depuis que j'ai fait 55 heures de télé en direct, tout le monde me parle dans la rue, partout. C'est quelque chose d'étonnant parce que finalement on acquiert plus de notoriété dans ce genre de circonstances qu'en écrivant par exemple 30 rapports – c'est ce que j'ai dû faire au cours de ma vie et cela m'a demandé des heures et des heures assidues –, d'ailleurs c'est un des paradoxes de la vie.

Alors, quelques mots pour vous dire que j'ai beaucoup travaillé sur la politique de la ville. Je vais commencer par ne pas parler de Paris parce que vous êtes plus aptes à en parler que moi, bien que j'y passe la moitié de ma vie.

Ce qu'a mis en évidence le sociologue Jean Viard, c'est que finalement là où on vote, c'est là où on dort. Il y a des gens très nombreux qui passent une grande partie de leur vie ailleurs. Par exemple, les parlementaires qui sont à Paris sont des pendulaires, des gens qui, tout le temps, vivent ailleurs et sont des citoyens de plusieurs cités, de plusieurs espaces.

Un jour, on m'a demandé de faire un rapport sur la politique de la ville, c'était en 1998. Et on s'attendait à ce que je rende un rapport classique pour dire qu'il y avait naturellement des quartiers

défavorisés et qu'il fallait mettre davantage de moyens dans ces quartiers pour qu'ils ne soient plus défavorisés et qu'il fallait donc mettre en œuvre des mesures sociales pour réparer ces quartiers et les réhabiliter.

Figurez-vous qu'avec 25 personnes j'ai fait un rapport qui n'a pas toujours été bien compris, qui était un rapport contre la politique de la ville. Et naturellement ça a donné lieu à beaucoup de controverses. Pourquoi ? Parce que je pense, et je dis ça pour alimenter le débat, que la politique de la ville est partie sur des postulats qui n'étaient pas justes.

Le premier postulat est qu'il n'y a pas deux ministres de l'Agriculture en France. Il n'y a pas un ministre de l'agriculture qui va bien, mettons l'agriculture de plaine, et un ministre de l'agriculture qui va mal, dans les zones de montagne. Il y a un ministre de l'Agriculture.

Tandis que pour la ville on a décidé d'appeler ministère de la Ville le ministère de la ville qui va mal. Et les autres questions relèvent du ministère qui est en charge de l'urbanisme, qui devait être le ministère de l'Équipement quand on osait encore prononcer le mot « équipement »... Maintenant on devrait dire environnement, écologie, développement durable... Vous dites « *je suis pour l'équipement* », vous êtes suspect... Il faut être pour le développement durable... Mais je suis pour l'écologie, bien sûr.

Et il y a le ministère de la Culture qui s'occupe de tous les espaces historiques patrimoniaux, etc. Mais le ministère de la Ville s'occupe de la ville qui va mal. Or le présupposé est qu'on pourrait traiter la ville qui va mal en ne s'occupant que de la ville qui va mal sans que ça ait d'effets sur les autres endroits qui sont censés aller mieux. Et ça, c'est une erreur absolue.

De même que je suis devenu très critique sur les politiques de zonage. Vous savez que la France est la championne du monde des zonages. On a à peu près 3 500 zonages dans la politique de la ville. J'ai eu l'honneur, comme ça a été rappelé, je vous remercie, d'être député quand Alain Savary a lancé les zones d'éducation prioritaire. Et moi j'y ai souscrit, j'ai voté de tout mon cœur parce que c'était complètement socialiste, il fallait donner plus à ceux qui ont moins. Et puis j'ai beaucoup réfléchi aux ZEP, et je me suis demandé pourquoi le ministère de l'Éducation nationale n'avait jamais fait un rapport sur la question suivante : est-ce que les ZEP accroissent ou diminuent la discrimination ? Parce que c'est une question taboue. Et que si on découvrait que ça accroît la discrimination, ça mettrait en cause le modèle.

Ainsi, quand, un jour – mon épouse qui est ici connaît bien le sujet –, l'inspecteur d'académie vient me voir et me dit : « *Monsieur le maire, vous allez être content parce que l'école Lavoisier va être dans la ZEP* », je lui dis : « *Je ne sais pas si je vais être content.* » Un an après, on supprimait une classe dans l'école, et puis après, encore une autre classe. Pourquoi ? Parce que dès que vous dites que c'est une ZEP... c'est terrible... J'ai vu quelqu'un qui était laïc depuis plusieurs générations venir me voir un jour en disant : « *Si tu ne me donnes pas une dérogation, je mets mes enfants dans l'école privée.* » Alors, pour ne pas arriver à cette extrémité, on domicilie le gamin chez la grand-mère de telle manière qu'il soit dans le bon secteur. Et ne restent dans la ZEP que ceux qui ne peuvent pas en sortir, qui peuvent être des étrangers, ou des Français en situation difficile et qui se trouvent assignés à résidence. Et ce faisant, avec un maximum de bonnes intentions, on crée de la discrimination.

Alors on a transformé les ZEP en REP, pour essayer. Et je dis tout de suite mon admiration inconditionnelle pour tous les enseignants de France travaillant dans les ZEP et dans les REP qui font un travail extraordinaire. Ils ne sont pas en cause. L'Éducation nationale n'est pas victime du fait que dans les années 1950-1960 on a concentré toutes les difficultés dans certains quartiers. L'éducation est victime de l'urbanisme.

Je pourrais continuer sur les zonages. D'abord, on avait les zones PPAU, qu'on a transformées en ZPPAUP, comme ça tout le monde comprend mieux ce que ça veut dire. On avait des zones RQ, on avait des ZUP, des ZAC, des ZRU, zones de revitalisation urbaine. On a eu des ZUS, des ZFU, zones

franches urbaines. J'ai fait un rapport en 1998 pour montrer l'imposture des zones franches urbaines. Et on n'a jamais réussi à le sortir parce que l'inspection des finances n'en voulait pas, parce que c'est tabou. Les zones franches urbaines, c'est très simple, on vous dit : « *Dans ce quartier-là, vous allez payer moins d'impôts, donc ça va développer l'économie et ça va donner des emplois aux jeunes.* » L'ennui c'est que ça se traduit par un transfert du siège social et par très peu de créations d'emplois nettes. Et par le fait que fiscalement ça coûte très cher à l'Etat sans avoir d'effet. Et alors il y a naturellement une sorte d'accord politique... Il y a autant de zones franches dans les villes de droite que dans les villes de gauche. La plus grande est à Bordeaux, où il y a beaucoup de monuments historiques. Et le problème est qu'on n'a jamais réussi à réformer cela parce qu'on présuppose que le zonage est bon.

Le ministre arrive en général avec quatre voitures devant et quatre voitures derrière, il s'arrête dans ce quartier et dit : « *Dans ce quartier, il faut réhabiliter, restaurer, etc., et vous allez faire partie, Monsieur le maire, de la zone ceci, de la zone cela.* » Et le maire dit : « *Merci, merci parce que ça va me rapporter de l'argent.* » En fait, ça n'apporte pas beaucoup d'argent. Et la réalité est que pendant que le ministre est là avec tous les motards, toute la ville comprend, et si vous êtes étranger à la ville et que vous arrivez, l'agent immobilier vous dit : « *Il ne faut pas aller là parce que c'est une zone.* » Personne ne veut aller dans une zone.

J'ai beaucoup écrit là-dessus : j'ai fait un premier rapport qui s'appelle « *Demain la ville* », pour Martine Aubry et Lionel Jospin, et le deuxième au Sénat, en 2011, qui s'appelait « *Quel avenir pour les villes du monde ?* ». Il y a 1 500 ou 1 600 pages en trois tomes qui ont la même couverture. J'ai un ami journaliste qui m'a dit : « *Excellent, ton livre, mais je ne comprends pas pourquoi tu m'en as envoyé trois...* » C'était la preuve qu'il ne l'avait pas lu du tout, il ne l'avait même pas ouvert.

J'ai fait un troisième rapport avec Roger Karoutchi. En fait, il n'a pas écrit une ligne, il s'est contenté de signer... C'est déjà un effort que je salue.

On considère que la ville est le réceptacle de tous les maux de la société. Il y a une sorte d'incompris collectif selon lequel le mal c'est la ville parce que la ville c'est de l'insécurité, c'est de la pollution, c'est tout ce qui ne va pas. Tandis que la nature, la campagne, c'est bien. Et moi, je suis de ceux qui disent que la ville c'est bien. Comme disait Hegel, « *vivre dans la ville, c'est une sorte de bonheur parce que dans la ville il y a des partages, parce que la vie est dans la ville aussi* ». D'ailleurs, je me sens plus usager de la ville que de la campagne.

Dans une ville comme Orléans, où j'ai fait implanter des bâtiments de quatre ou cinq étages, on s'est fait engueuler par tout le monde sur le thème « *Mais vous densifiez !* ». Faire comprendre que la densité est écologique, c'est difficile. Pourtant c'est vrai. L'étalement urbain est quelque chose de catastrophique à tous égards, en particulier, ça coûte plus cher en énergie.

Il nous faut repenser la ville, dans sa globalité, et ne pas croire que l'on peut régler les problèmes pratiques sans que ça ait un impact sur tous les quartiers.

Il ne faut pas se contenter de réhabiliter les quartiers, il faut les refaire. J'ai donc plaidé pour des démolitions. A cette époque-là, c'était très mal vu. Si j'avais été maire à un moment où l'Abbé Pierre parlait à la radio, on aurait posé devant la barre avec le ruban rouge pour qu'on nous voie bien sur la photo et pour dire : « *Voilà, j'ai construit, il y a une salle de bains* », etc. Et tous ceux qui ont fait ça l'ont fait de tout leur cœur en croyant bien faire. L'ennui, c'est qu'on a créé un modèle.

Quand j'étais plus jeune, j'habitais à Roubaix. J'aime beaucoup Roubaix. J'avais des amis qui habitaient dans une barre qui s'appelle les Hauts Champs... Tous les quartiers de la politique de la ville sont dans la périphérie des villes, là où commence la première ferme, donc les Hauts Champs, un immense parc. Et un industriel qui avait gagné de l'argent dans le textile s'est dit qu'il y avait peut-être quelque chose à faire, et il a construit un hangar en face pour nourrir les gens de la cité, qu'il a appelé Auchan.

Et on voit que dans cette civilisation la grande industrie a créé des grands ensembles et que les grands ensembles ont créé des grandes surfaces. Et que cela a structuré l'ensemble de l'urbanisme. Voyez-vous, j'aime beaucoup les villes, toutes les villes. D'ailleurs, les maires se donnent beaucoup de mal pour les petits pavés du centre-ville. C'est brique, c'est magnifique... c'est beau la France.

Mais pour arriver dans le centre-ville, il faut passer par une nationale et par une « entrée de ville ». Dans Orléans, j'ai une mairie communiste au nord sur la nationale 20, et une mairie LR au sud. Et je leur ai dit : « *Chers amis, vous faites la même politique.* » La politique consistait à aligner des pancartes, des parallélépipèdes, des cubes et de la tôle ondulée, des grands panneaux qui habillent Décathlon, Auchan, E.Leclerc, etc., le long d'une route. Et il y en a 500 exemples dans la République française. Vous vous rendez compte ? C'est horrible.

L'Histoire a façonné les portes des villes, c'était magnifique. Pour des raisons défensives certes, mais aussi parce que c'était l'entrée, c'était l'image. Tandis que l'image de maintenant exprime ce qu'avait dit Karl Marx, un auteur qu'on lisait beaucoup, mais qu'on lit moins aujourd'hui. Il avait dit qu'un jour viendrait où la loi de la marchandise s'inscrirait dans le monde réel sensible. On y est.

J'ai des idées auxquelles je tiens beaucoup. Il faut un plan sur 20 ans pour faire autre chose. Il faut transformer les rues en voiries, mettre de l'éclairage, mettre des espaces verts, faire que chaque fois qu'un bâtiment change, il change de fonction, faire qu'on mette là, dans un premier temps, du sport, après on pourra peut-être mettre des résidences étudiantes, parce que c'est difficile de mettre des pavillons entre Carrefour, Kiabi et Décathlon... Et comment faire pour que l'on fasse de l'urbanité à partir de ça ? Ce sont là des questions qui sont devant nous. Et à cet égard il y a une paresse considérable parce que beaucoup de gens ne sont pas conscients de l'horreur et du fait que ça a de multiples conséquences. En même temps, il y a Amazon, il y a le fait que les gens font leurs courses autrement, il y a le fait qu'ils vont venir à Paris... Il y a une crise des supermarchés qui va se développer et fait qu'on revient à des magasins de proximité.

Je voudrais maintenant vous livrer quelques réflexions par rapport à Paris-Centre. Ce dont je suis sûr, c'est que la ville, l'habitat en particulier, dépend de la loi et des décisions publiques. Mais cela dépend aussi du désir. Il y a une manière de vendre la loi SRU, que j'ai votée de tout mon cœur... On va mettre 20 % de logements sociaux, etc., et si vous ne le faites pas, il y a une pénalité. Je trouve cette pénalité scandaleuse parce que ça veut dire que vous pouvez payer pour ne pas accueillir des pauvres. Et le fait même que ça puisse exister m'exaspère. Je préférerais que les préfets soient pourvus d'un droit régalien pour imposer l'application de la loi.

Quand on dit « *voilà, on va faire 20 % de logements sociaux* », les gens pensent qu'il va y avoir 20 % d'insécurité et d'immigrés.

Alors il ne faut pas présenter les choses de cette manière-là, d'ailleurs j'ai fait des constatations et j'ai écrit un article ou deux sur ce que pensent les parents d'élève par rapport au système éducatif et ce qu'ils pensent par rapport à leurs gamins. Et en général ils ont des théories, comme les militants politiques que je connais bien, très belles sur la mixité sociale, mais ils ne les mettent pas en œuvre, comme des urbanistes brillants qui ont plein d'idées mais qui ne les appliquent pas là où ils habitent.

Je disais simplement que l'endroit où je vais habiter, c'est quelque chose qui est lié au désir, et pas seulement à l'idée que je me fais de la mixité sociale. Et que la ville est faite, de manière totalement indissociable, de volonté politique et de désir individuel, d'initiatives individuelles. Donc le problème est de savoir comment on articule tout ça.

Et nous, nous sommes victimes d'un autre zonage. Vous voyez bien que les villes, c'est souvent un centre patrimonial, des faubourgs, des banlieues et des périphéries verticales ou horizontales, où vous avez ces immenses étalements de pavillons avec les mêmes thuyas qui ont des maladies... mais les jeunes veulent cela. Alors on leur explique que ce n'est pas possible.

C'est vrai qu'ici vous avez un patrimoine énorme, magnifique, fabuleux. Le risque, c'est bien sûr Venise, devenir un espace totalement patrimonial et touristique. Ce n'est pas ainsi que l'on conçoit la ville. La ville doit être vivante, on doit sentir le peuple dans la ville. Je pense toujours à l'enterrement de Victor Hugo, extraordinaire de vitalité. Paris, pour la France, pour les Français que nous sommes, Paris est une sorte de cœur battant et on ne peut pas imaginer... Paris et les manifs, c'est un peu lié quoi ! On ne peut pas enlever la vie de Paris.

Alors je pense que pour éviter que ce soit uniquement du patrimoine et du tourisme, il y a des décisions politiques drastiques qu'il faut prendre, que vous avez déjà prises avec Anne Hidalgo, qui consistent par rapport à Airbnb à faire appliquer la loi, ce qui n'est pas du tout le cas aujourd'hui, puisque les mesures qui ont été prises n'ont eu qu'un effet très limité, car il y a beaucoup d'immeubles où il n'y a plus d'habitants et on ne loue pas dans les limites du quota qui est prévu par la loi et par la Ville de Paris, mais bien au-delà.

Donc je ne sais pas s'il faut interdire Airbnb, mais je me pose vraiment la question : si l'on veut qu'il reste de la vie, il faut prendre des décisions régaliennes fondées sur le principe qu'une ville ce sont d'abord des habitants.

Je crois également qu'il faut impérativement réserver de l'espace, de la place et des locaux pour accueillir les habitants. Et que cela ne peut exister dans le centre de Paris que par des décisions régaliennes des pouvoirs publics.

Et comme je suis pour la mixité, je crois qu'il ne faut plus faire aucun immeuble où il n'y a que de l'habitat social. Il est nécessaire que l'habitat social soit extrêmement dispersé.

L'habitat social aujourd'hui est d'une grande qualité, avec beaucoup de normes qui n'existent pas d'ailleurs dans un certain nombre d'autres secteurs.

Je crois qu'il faut mobiliser soit des espaces qui seraient vides, soit des bâtiments qu'on va pouvoir acquérir et transformer en logements. Et pour cela faire une prospection intensive. Imaginons : 1 000 logements. Dans ces 1 000 logements, il y aura plusieurs catégories à une même adresse, au même numéro, qui seront du social, de l'intermédiaire et du standing. On ferait en sorte que quand je sonne à la porte et que je regarde la façade, je ne puisse pas voir si le logement est social ou pas. Parce que ça coûte beaucoup moins cher de faire du social de qualité que de faire du social bon marché.

Faisons un calcul économique sur 60 ans : on construit à bas prix très vite et très mal. Première restauration, deuxième réhabilitation, troisième opération de la politique de la ville, un quatrième ministre arrive, cinquièmement, on démolit, et sixièmement, on reconstruit. On aura payé deux ou trois fois plus que si au départ on avait fait de la qualité... Il est vrai qu'on n'avait pas forcément l'argent au départ pour faire de la qualité. Mais il faut faire ce calcul économique.

Aujourd'hui, il y a une loi qui a été votée récemment contre laquelle je ne décolère pas, j'ai fait de nombreux discours au Sénat, mais ça n'a malheureusement pas changé le vote. Comme le disait Baudinier quand il était sénateur, « *il arrive que j'emporte des consciences, mais le vote c'est plus dur* ».

C'est une loi sur le logement dont je ne dirai pas le nom, qui a exclu l'architecture du champ des logements sociaux parce que l'architecture, c'est une contrainte : c'est le scandale absolu, parce qu'on trouve que c'est trop cher de faire de l'architecture, alors qu'il existe des architectes de talent souvent jeunes qui ont pensé de nouvelles formes d'habitat. Mais dire : « *On va faire des pavillons machin, standardisés, zéro architecture, un logement social n'a pas besoin d'architecture, l'architecture c'est une contrainte...* » Vous vous rendez compte ?! C'est quelque chose qu'on doit combattre de toutes nos forces.

Je vais terminer en vous disant que je suis persuadé que le bonheur peut être de disposer de tout ce patrimoine, d'accueillir tous les gens qui veulent vivre ici parce qu'il y a des gens qui y vivent et qui n'y habitent pas, mais que sans décision drastique de la puissance publique, on ne réussira pas

à faire un quartier vivant, grouillant, à taille humaine, un quartier qui ressemblera à ce que nous aimons tous, c'est-à-dire cette ville de Paris qui est notre cœur.

Je vous remercie de m'avoir écouté alors que je suis un profane concernant les questions parisiennes. Merci.